

Bruxelles, le **XXX**
[...](2021) **XXX** draft

ANNEXES 1 to 5

ANNEXES

de la

COMMUNICATION DE LA COMMISSION

Lignes directrices relatives aux aides d'État en faveur des réseaux de communication à haut débit

ANNEXE I – CARTOGRAPHIE

1. CHAMP D'APPLICATION

- (1) La présente annexe expose les méthodes recommandées pour réaliser l'exercice de cartographie à l'appui des aides d'État accordées en faveur du déploiement de réseaux fixes et mobiles.
- (2) Elle a pour but d'accroître la transparence de la méthode employée pour recueillir et évaluer les informations relatives à la disponibilité et à la performance des réseaux.
- (3) Cette annexe énumère, pour les réseaux d'accès fixes et pour les réseaux d'accès mobiles et fixes sans fil:
 - i. les critères à utiliser pour cartographier la performance des réseaux;
 - ii. les informations que les autorités publiques compétentes peuvent collecter pour vérifier l'exactitude des renseignements fournis; et
 - iii. les informations supplémentaires relatives aux infrastructures que les autorités publiques compétentes peuvent inviter les opérateurs à fournir dans des situations spécifiques, lorsque cela est dûment justifié pour réaliser une évaluation approfondie¹.

2. OBJECTIF ET DÉFINITIONS

- (4) L'objectif de l'exercice de cartographie est d'obtenir une représentation objective de la «performance atteignable» sur laquelle il est possible de compter en «conditions d'heure de pointe».
- (5) Cette «performance atteignable» doit au minimum être exprimée en termes de débits descendants et montants sur lesquels il est possible de compter en conditions d'heure de pointe.
- (6) Les autorités publiques chargées de l'intervention publique peuvent également cartographier d'autres critères de performance pour décrire la performance des réseaux en conditions d'heure de pointe (par exemple la latence, la perte ou l'erreur de paquets, la gigue, la disponibilité des services²). Les États membres peuvent choisir de le faire afin de mieux cibler l'intervention publique en vue de remédier à des défaillances du marché et de garantir un franchissement de palier approprié.
- (7) L'heure de pointe est le moment de la journée, dont la durée est habituellement d'une heure, pendant lequel la charge du réseau est généralement à son niveau maximum³. L'heure de pointe peut varier en fonction de l'État membre et de la

¹ Ces informations peuvent faire l'objet d'un traitement confidentiel conformément à la législation nationale, s'il y a lieu.

² Pour ces critères de qualité, il convient d'utiliser les spécifications techniques fournies par l'ORECE: taux d'erreurs sur les paquets IP (Y.1540), taux de perte de paquets IP (Y.1540), temps aller-retour des paquets IP (RFC 2681), variation du temps de propagation des paquets IP (RFC 3393) et disponibilité du service IP (Y.1540).

³ ORECE, BoR (20) 165.

région. En conséquence, pour identifier l'heure de pointe la plus contraignante, il convient de consulter les autorités de régulation nationales (ARN).

- (8) Les «conditions d'heure de pointe» sont les conditions attendues sur le réseau à l'«heure de pointe». Les conditions d'heure de pointe appropriées sont énumérées à la section 3.1 pour les réseaux d'accès fixes et à la section 4.1 pour les réseaux d'accès mobiles et fixes sans fil.
- (9) La cartographie doit être effectuée au niveau de l'adresse, sur la base des «locaux raccordables», pour les réseaux d'accès fixes et les réseaux d'accès fixes sans fil, et au niveau de l'adresse ou sur la base de⁴ grilles de 100 x 100 mètres maximum⁵ pour les réseaux mobiles.
- (10) On entend par «locaux raccordables» les locaux qui peuvent être connectés, à brève échéance et au prix normal d'activation pour l'utilisateur final, que ces locaux soient ou non connectés au réseau. Une partie prenante ne peut déclarer des locaux comme étant raccordables que si, à la suite d'une demande d'un utilisateur final, elle s'engage à connecter les locaux et à activer le service dans un délai de quatre semaines à compter de la date de la demande pour un prix normal d'activation, c'est-à-dire sans frais supplémentaires ou exceptionnels et, en tout état de cause, sans dépasser le prix d'activation moyen dans l'État membre concerné.
- (11) Les parties prenantes devraient respecter les normes scientifiques et professionnelles les plus élevées lorsqu'elles fournissent les informations relatives à la performance de leurs réseaux. En particulier, la méthode et les techniques utilisées aux fins de la cartographie devraient s'appuyer sur des normes professionnelles reconnues.
- (12) Lorsqu'ils fournissent les chiffres de performance, les opérateurs doivent tenir compte de tout goulet d'étranglement susceptible de les empêcher d'atteindre effectivement la performance déclarée (collecte, par exemple). Si les opérateurs ne confirment pas avoir fourni les informations sur cette base, les États membres peuvent ne pas tenir compte de celles-ci.
- (13) En ce qui concerne les autres méthodes de cartographie, par exemple, pour les réseaux fixes à commutation de paquets, les autorités publiques peuvent proposer comme solution de rechange, lorsque cela est dûment justifié, d'utiliser un facteur d'utilisation de 20 % des liens les plus chargés (goulets d'étranglement) défini comme le taux de trafic moyen divisé par le taux nominal, à l'heure de pointe. Dans le cas des réseaux sans fil et mobiles, les autorités publiques peuvent proposer une autre méthode de calcul reposant, par exemple, sur une probabilité en périphérie de cellule de 95 % ou sur une charge de trafic nominale de la cellule⁶ de minimum 50 %⁷. En tout état de cause, quelle que soit la méthode adoptée, tous les

⁴ Des grilles plus petites (à savoir 20 x 20 mètres) sont jugées préférables.

⁵ La transmission des données devrait se faire sous forme de zones (données raster et vectorielles) géographiques (polygones).

⁶ La «charge de trafic de la cellule» (chargement de la cellule) désigne le pourcentage moyen des ressources d'une station de base utilisées par des utilisateurs finaux pour un service donné.

⁷ Si la charge de trafic de la cellule résultant du calcul est inférieure à 50 %, les opérateurs concernés devraient le justifier dûment auprès des autorités publiques compétentes.

chiffres de performance du réseau doivent être fournis en termes de «conditions d'heure de pointe» conformément au point (8).

3. MÉTHODE RECOMMANDÉE POUR CARTOGRAPHIER LES VITESSES DES RÉSEAUX D'ACCÈS FIXES

3.1. CRITÈRES APPLICABLES À LA CARTOGRAPHIE DES VITESSES DES RÉSEAUX D'ACCÈS FIXES

- (14) Aux fins de la présente méthode de cartographie, les États membres doivent demander aux parties prenantes de fournir des informations sur la vitesse fournie par leur réseau en conditions d'heure de pointe.
- (15) Les conditions d'heure de pointe s'entendent de tout moment pendant lequel 20 % minimum des utilisateurs sont actifs et transmettent simultanément au débit crête nominal fourni par l'opérateur à chacun d'eux, en aval comme en amont, ce qui correspond à la définition habituelle du taux de sursouscription⁸.

3.2. INFORMATIONS À DES FINS DE VÉRIFICATION – BONNES PRATIQUES

- (16) Pour limiter les risques de comportements opportunistes de la part des parties prenantes et garantir que les informations fournies sont suffisantes, cohérentes et fiables, en vue d'éviter de retarder la fourniture de services dans la zone cible, les autorités publiques compétentes qui procèdent à la cartographie peuvent décider d'exiger des parties prenantes qu'elles fournissent des informations supplémentaires concernant leurs réseaux à des fins de vérification.
- (17) Les autorités publiques compétentes peuvent demander aux parties prenantes de fournir la description complète de la méthode utilisée pour calculer leur performance atteignable, y compris, sans toutefois s'y limiter:
 - i. la technologie du réseau d'accès utilisée (FTTH, FTTB, ADSL, VDSL, VDSL + vectorisation, DOCSIS.x, etc.), avec les spécifications complètes de la norme correspondante;
 - ii. la topologie du réseau (par exemple P2P ou P2MP), y compris un graphique simplifié montrant la disposition physique des câbles/fibres (par exemple, une topologie arborescente dans un réseau GPON);
 - iii. les goulets d'étranglement dans la topologie du réseau, définis comme les segments de réseau au gain de multiplexage statistique le plus important, y compris des informations claires concernant soit i) le taux de sursouscription utilisé pour dimensionner ce lien (dans le réseau de collecte, par exemple), soit ii) la planification des capacités réalisée pour de tels goulets d'étranglement. En tout état de cause, l'autorité publique peut demander une caractérisation statistique de la vitesse atteignable pour un

⁸ Les mêmes infrastructures de réseau peuvent fournir des niveaux de performance très différents aux utilisateurs finaux en fonction du nombre d'utilisateurs multiplexés dans les goulets d'étranglement et de leurs vitesses nominales. La performance dépend du nombre d'utilisateurs simultanément actifs (qui augmente en conditions d'heure de pointe). Un tel «gain de multiplexage statistique» (minimum 20 %, soit un niveau d'activité de 1:5) exige également des opérateurs qu'ils utilisent des modèles suffisamment précis de répartition du trafic utilisateur.

utilisateur final (par exemple la vitesse moyenne ou typique ou la probabilité d'atteindre la vitesse nominale devant être fournie à l'utilisateur final à tout moment, avec une indication des hypothèses concernant le modèle utilisateur).

3.3. INFORMATIONS À DES FINS DE VÉRIFICATION APPROFONDIE – BONNES PRATIQUES

- (18) Les autorités publiques compétentes peuvent décider d'exiger des parties prenantes qu'elles fournissent des informations supplémentaires sur les composants de réseau et leurs emplacements à des fins de vérification approfondie, par exemple pour examiner la méthode utilisée pour calculer la performance déclarée.
- (19) Les autorités publiques compétentes peuvent donc demander aux parties prenantes de fournir des informations supplémentaires sur la partie accès du réseau fixe, y compris, sans toutefois s'y limiter:

- i. l'emplacement des armoires et la distance de câblage de l'armoire au ménage;
- ii. des informations claires sur le calcul du bilan de liaison (par exemple sur la manière dont le niveau de puissance de signal reçu est cartographié en débits binaires, les marges de bilan de liaison utilisées, etc.). Les autorités publiques compétentes peuvent demander aux opérateurs de fournir l'ensemble des bilans de liaison applicables utilisés pour concevoir et dimensionner les services de réseau, avec leurs paramètres clés, y compris la description de la méthode appliquée par l'opérateur pour élaborer le bilan de liaison et la logique suivie.

4. MÉTHODE DE CARTOGRAPHIE RECOMMANDÉE POUR LES RÉSEAUX D'ACCÈS MOBILES ET FIXES SANS FIL

4.1. CRITÈRES APPLICABLES À LA CARTOGRAPHIE DE LA PERFORMANCE DES RÉSEAUX D'ACCÈS MOBILES ET FIXES SANS FIL

- (20) Aux fins de la présente méthode de cartographie, les États membres devraient demander aux parties prenantes de calculer la performance de leur réseau en tenant compte des principes suivants:
- i. utiliser les bonnes pratiques du secteur⁹ en tenant compte de l'ensemble des effets importants sur la propagation du signal sans fil¹⁰;
 - ii. fonder le calcul sur une probabilité de 95 % d'atteindre la performance déclarée en périphérie de cellule¹¹ et, en tout état de cause, sur une probabilité d'au moins 95 % d'atteindre la performance déclarée en chacun des points de la grille en tenant compte des variations possibles des conditions de propagation dues aux effets aléatoires et des variations possibles entre les points de la zone considérée (c.-à-d. au niveau de l'adresse ou sur la base de grilles de 100 x 100 mètres maximum);
 - iii. assumer comme suit les conditions d'heure de pointe:
 - a. pour les réseaux mobiles, une charge de trafic nominale de la cellule¹² d'au moins 50 %¹³ voire plus en cas de trafic d'heure de pointe nettement plus élevé;

⁹ On entend par «bonnes pratiques du secteur» les paramètres de modélisation, les outils, les techniques de planification et les limites d'erreur qui sont couramment utilisés dans la planification des systèmes et activités de communications sans fil et qui peuvent être considérés comme suffisamment fiables et corrects par les experts du domaine s'ils sont amenés à vérifier la méthode employée.

¹⁰ Comme un terrain, un bâtiment, et un signal parasite lors de la prévision du niveau de puissance du signal reçu.

¹¹ On entend par «probabilité en périphérie de cellule» la probabilité que la performance minimale soit atteinte en bordure extrême de la zone de couverture (distance de couverture maximale déclarée dans la zone considérée). Le calcul doit être fondé sur des simulations réalistes de propagation, des calculs de bilans de liaison, et des marges suffisantes.

¹² La «charge de trafic de la cellule» (chargement de la cellule) désigne le pourcentage moyen des ressources d'une station de base utilisées par les utilisateurs finaux pour un service donné.

¹³ Si la charge de trafic de la cellule résultant du calcul est inférieure à 50 %, cela devrait être dûment justifié auprès des autorités publiques compétentes.

- b. pour les réseaux d'accès fixes sans fil, une estimation réaliste des conditions de trafic d'heure de pointe devrait être utilisée pour établir la charge de trafic de la cellule appropriée aux fins des calculs¹⁴;
 - iv. fournir la performance par utilisateur final et sur la base des antennes extérieures. Si une antenne de réception est partagée par de multiples utilisateurs finaux, la performance globale devrait être considérée comme étant partagée de manière égale entre les utilisateurs finaux¹⁵;
 - v. indiquer la performance par technologie et par fréquence de fonctionnement en cas de couverture par des technologies multiples¹⁶ et des fréquences multiples¹⁷, en tenant compte de la bande passante réellement disponible par fréquence. L'utilisation de fréquences non soumises à autorisation devrait être clairement indiquée.
- (21) Conformément au point (12), les opérateurs doivent notamment tenir compte:
- i. du type¹⁸ de réseau de collecte et de la capacité de celui-ci pour chaque station de base¹⁹;
 - ii. pour les réseaux d'accès fixes sans fil, du nombre de locaux desservis et raccordables présents dans chaque grille calculée.

4.2. INFORMATIONS À DES FINS DE VÉRIFICATION – BONNES PRATIQUES

- (22) Pour limiter les risques de comportements opportunistes de la part des parties prenantes et garantir que les informations fournies sont suffisantes, cohérentes et fiables, en vue d'éviter de retarder la fourniture de services dans la zone cible, les autorités publiques compétentes qui procèdent à la cartographie peuvent décider d'exiger des parties prenantes qu'elles fournissent des informations supplémentaires à des fins de vérification.
- (23) Les autorités publiques compétentes peuvent donc demander aux parties prenantes de fournir la description complète de la méthode utilisée pour calculer leurs cartes de couverture, y compris, sans toutefois s'y limiter:

¹⁴ En l'absence d'estimation du trafic d'heure de pointe, une charge de trafic nominale de la cellule de 90 % devrait être utilisée pour l'accès fixe sans fil. La charge de trafic nominale de la cellule plus élevée retenue pour l'accès fixe sans fil (par rapport aux réseaux mobiles) tient compte de la différence attendue dans les schémas d'utilisation, résultant en une concurrence accrue pour l'utilisation des ressources partagées de la station de base serveur.

¹⁵ Pour l'accès fixe sans fil, cela peut être le cas pour les antennes partagées situées sur le toit d'un immeuble collectif.

¹⁶ Technologies 3G UMTS et HSPA; technologies 4G LTE ou LTE-advanced; 5G, soit release 15 du 3GPP [New Radio (NR) non autonome – réseau fédérateur 4G], soit NR autonome (réseau fédérateur 5G) et évolutions ultérieures - release 16 du 3GPP en développement qui comprendra de nouvelles spécifications pour la 5G. L'autorité compétente peut, ce qui est recommandé, collecter les informations à partir des technologies 3GPP, de sorte que les releases du 3GPP utilisées puissent être connues, mais le degré de finesse disponible précédemment convient également.

¹⁷ Le but est de séparer les bandes de fréquences sub-6 Ghz et millimétriques (mmWave), car elles sont souvent utilisées pour des catégories de services différentes.

¹⁸ Fibre optique, Ethernet cuivre de classe transporteur, sans fil, etc.

¹⁹ Dans le cas d'une connexion à fibre optique, cela peut normalement être considéré comme suffisant.

- i. les modèles de propagation et les paramètres clés de la simulation de propagation;
- ii. des informations générales sur les composants de réseau et en particulier sur les antennes [par exemple puissance de transmission, MIMO, emplacement des sites d'antennes];
- iii. les informations clés sur le calcul du bilan de liaison (par exemple la manière dont le niveau de puissance de signal reçu est cartographié en débits binaires, les marges de bilan de liaison utilisées, etc.). Les parties prenantes devraient fournir l'ensemble des bilans de liaison applicables utilisés pour concevoir et dimensionner les services de réseau, avec leurs paramètres clés, y compris une description de la façon dont elles ont élaboré le bilan de liaison et la logique suivie;
- iv. l'emplacement des sites de cellules;
- v. les caractéristiques de la collecte.

4.3. INFORMATIONS À DES FINS DE VÉRIFICATION APPROFONDIE – BONNES PRATIQUES

- (24) Les autorités publiques compétentes peuvent décider d'exiger des parties prenantes qu'elles fournissent des informations supplémentaires sur les composants de réseau et leurs emplacements à des fins de vérification approfondie, par exemple pour examiner la méthode utilisée pour calculer la performance déclarée. Les autorités publiques compétentes peuvent donc demander aux parties prenantes de fournir des informations supplémentaires sur leurs réseaux, y compris, sans toutefois s'y limiter:
- i. le nombre d'émetteurs sur chaque site;
 - ii. l'altitude à laquelle ces émetteurs sont situés;
 - iii. le nombre de secteurs sur chaque site de cellules;
 - iv. la technologie utilisée pour les émetteurs, y compris la configuration MIMO et la bande passante du canal disponible;
 - v. la puissance effective de transmission isotrope employée par chaque émetteur.

ANNEXE II – INTERVENTIONS PUBLIQUES NE RELEVANT PAS DU CHAMP D'APPLICATION DE L'ARTICLE 107, PARAGRAPHE 1, DU TFUE

- (1) Les sections suivantes présentent un aperçu détaillé, mais non exhaustif, des cas dans lesquels les présentes lignes directrices ne s'appliquent pas. Compte tenu du caractère cumulatif des critères de l'article 107, paragraphe 1, du TFUE, lorsque l'un des critères n'est pas rempli, la présence d'aides d'État peut être exclue et il n'est par conséquent pas nécessaire de notifier la mesure à la Commission préalablement à sa mise à exécution en vertu des présentes lignes directrices.

5. ABSENCE D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

- (2) Les aides en faveur d'activités qui ne sont pas de nature économique²⁰, c'est-à-dire qui ne sont pas utilisées pour fournir des biens ou des services sur le marché, ne sont pas considérées comme des aides d'État. Par conséquent, le financement public d'une infrastructure qui n'est pas destinée à une exploitation commerciale est en principe exclu de l'application des règles en matière d'aides d'État. Il en est ainsi par exemple lorsque le financement public est affecté à la construction d'infrastructures ou à l'achat de services à haut débit en vue de satisfaire les besoins propres de l'administration publique, par exemple pour ne connecter que les autorités publiques entre elles au moyen de «réseaux fermés» qui ne font l'objet d'aucune exploitation commerciale²¹. Le financement de ce type d'activités ne relève donc pas du champ d'application des règles en matière d'aides d'État. En conséquence, il en va de même pour le financement public des «réseaux fermés» qui y sont liés²².
- (3) Par contre, si un tel réseau (par exemple sa capacité non utilisée) est mis à disposition pour être utilisé par des investisseurs et autres opérateurs dans le secteur du haut débit commercial, le financement public de cette infrastructure peut constituer une aide d'État. De même, lorsqu'un réseau initialement «fermé» est par la suite mis à disposition à des fins commerciales, les règles en matière d'aides d'État peuvent s'appliquer²³. Par exemple, lorsque les autorités publiques sélectionnent un tiers comme fournisseur de services de connectivité et financent la construction d'un réseau en vue de satisfaire leurs propres besoins, il peut y avoir aide d'État si ce fournisseur utilise les infrastructures pour exercer par ailleurs des activités commerciales.
- (4) Si une infrastructure à haut débit est utilisée à la fois pour des activités économiques et des activités non économiques, son financement par des fonds publics ne relèvera

²⁰ Voir la communication de la Commission relative à la notion d'«aide d'État» visée à l'article 107, paragraphe 1, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (ci-après la «communication relative à la notion d'aide d'État»), points 201 et suivants (JO C 262 du 19.7.2016, p. 1).

²¹ Voir la décision C(2007) 2212 final de la Commission du 30 mai 2007, affaire N 46/07 – Royaume-Uni – Welsh Public Sector Network Scheme (JO C 157 du 10.7.2007, p. 3).

²² Voir l'arrêt de la Cour du 19 décembre 2012, *Mitteldeutsche Flughafen et Flughafen Leipzig-Halle/Commission*, C-288/11 P, EU:C:2012:821, point 42 et la décision C(2007) 2212 final de la Commission du 30 mai 2007, affaire N 46/07 – Royaume-Uni – Welsh Public Sector Network Scheme (JO C 157 du 10.7.2007, p. 3).

²³ Voir la décision C(2011) 3498 final de la Commission du 23 mai 2011, affaire SA.31687 (N 436/2010) – Italie – Broadband in Friuli Venezia Giulia (Project Hermes) (JO C 274 du 17.9.2011, p. 3) et la décision C(2010) 5696 de la Commission du 11 août 2010, affaire N 407/09 – Espagne – Optical fibre Catalonia (Xarxa Oberta) (JO C 259 du 25.9.2010, p. 1).

des règles en matière d'aides d'État que dans la mesure où il couvre les coûts liés aux activités économiques²⁴ en question. Pour éviter qu'il ne tombe sous le coup des règles en matière d'aides d'État en ce qui concerne les activités économiques, les États membres doivent veiller à ce que le financement public fourni pour les activités non économiques ne puisse pas être utilisé pour subventionner, de manière croisée, les activités économiques de l'entité, en s'assurant par exemple que l'opérateur qui utilise le réseau à des fins commerciales paie un prix de marché pour cette utilisation du réseau et en limitant le financement public au seul coût net (y compris le coût du capital) des activités non économiques, à déterminer sur la base d'une nette séparation comptable²⁵.

6. ABSENCE DE RESSOURCE D'ÉTAT/ABSENCE DE SÉLECTIVITÉ

6.1. MESURES NON MONÉTAIRES PORTANT SUR LA DEMANDE

- (5) Les États membres peuvent choisir de stimuler la demande de services à haut débit au moyen de mesures non monétaires portant sur la demande. En principe, les mesures non monétaires portant sur la demande ne constituent pas des aides d'État. Elles peuvent prendre différentes formes.
- (6) Il peut s'agir de mesures visant à augmenter la valeur perçue de l'accès à l'internet à haut débit en agissant sur des aspects de la demande de haut débit autres que le prix. Ces mesures visent généralement soit à améliorer la qualité du contenu disponible²⁶, soit à informer les consommateurs sur la manière de les utiliser.
- (7) Les mesures non monétaires portant sur la demande peuvent également prendre la forme d'outils d'agrégation de la demande pouvant être utilisés pour réduire l'incertitude de fournisseurs potentiels quant à la taille d'un marché, pour coordonner la demande et pour offrir davantage de certitudes quant aux bénéfices probables à tirer de l'entrée sur un marché spécifique. Ces objectifs peuvent être atteints en mesurant d'abord la demande potentielle au moyen d'enquêtes puis en présentant les résultats de ces enquêtes sur un site internet des autorités publiques accessible au public. Cet exercice peut inclure la collecte d'éléments attestant l'adhésion générale des utilisateurs avant le déploiement, par exemple par l'intermédiaire de plateformes de service, pour vérifier et agréger un certain niveau de demande préalablement à un investissement public ou privé. Les utilisateurs peuvent également avoir la possibilité de devenir parties prenantes d'un projet à travers des modèles d'investissement ascendants/d'entraide, tels que des coopératives. Ces informations devraient être mises à la disposition de tous les

²⁴ Voir, par exemple, la décision C(2010) 5696 de la Commission du 11 août 2010, affaire N 407/09 – Espagne – Optical fibre Catalonia (Xarxa Oberta) (JO C 259 du 25.9.2010, p. 1). Voir aussi le point 205 de la communication relative à la notion d'aide d'État.

²⁵ Voir le point 206 de la communication relative à la notion d'aide d'État. Les dépenses en capital (et les amortissements connexes) affectées à la fois à des activités non économiques et économiques devraient être réparties entre les deux activités sur la base de clés de répartition appropriées.

²⁶ Il peut s'agir notamment i) de la promotion de programmes d'administration en ligne (par exemple de télémédecine, de soins en ligne, d'enseignement à distance, des TIC à l'école); ii) de la promotion de contenu numérique local et sectoriel (par exemple du patrimoine culturel, du tourisme, de contenus pédagogiques, de produits issus de l'agriculture locale/produits alimentaires locaux, etc.); iii) du renforcement de la sécurité et de la vie privée sur l'internet et de la mise en place de normes de qualité ou de publicité.

opérateurs sans discrimination. Néanmoins, si la demande ainsi agrégée n'est mise à la disposition que d'un seul opérateur ou d'un nombre restreint d'opérateurs, par exemple si les clients sont regroupés dans un seul contrat ou si les utilisateurs doivent s'engager à souscrire un abonnement auprès d'un seul ou d'un petit nombre d'opérateurs, il peut être considéré que ces opérateurs ont bénéficié d'une aide d'État.

6.2. MESURES ADMINISTRATIVES ET RÉGLEMENTAIRES

- (8) Les États membres peuvent choisir, outre le soutien financier direct aux entreprises, plusieurs types de mesures pour accélérer le déploiement du haut débit, notamment des réseaux 5G²⁷. Ils peuvent, conformément aux obligations juridiques (ou au-delà de celles-ci), faciliter par exemple la procédure d'octroi de droits de passage²⁸ et/ou exiger des opérateurs de réseau qu'ils partagent une partie de leurs infrastructures. En outre, conformément aux dispositions réglementaires, les États membres peuvent exiger que les opérateurs se voient accorder l'accès aux infrastructures physiques capables d'accueillir des composants de réseaux ultrarapides qui sont contrôlées par des organismes publics²⁹.
- (9) Les opérateurs qui souhaitent déployer des réseaux ultrarapides peuvent demander à des entreprises de communications électroniques, de gaz, d'électricité, de chauffage et de distribution d'eau effectuant des travaux de génie civil, entièrement ou partiellement financés par des fonds publics, de satisfaire à toute demande raisonnable de coordination des travaux de génie civil, à condition que cela n'implique pas de coûts supplémentaires et ne fasse pas obstacle à la coordination des travaux³⁰. Une telle coordination ne constituera pas une aide d'État à condition que l'opérateur qui en fait la demande supporte ses propres coûts et que cette possibilité soit offerte de manière transparente et sans discrimination à tous les opérateurs intéressés (à savoir les services d'électricité, de gaz, d'eau, etc.) et pas seulement aux opérateurs de communications électroniques³¹. Toutefois, il ne saurait

²⁷ Comme expliqué également dans la recommandation de la Commission concernant la boîte à outils pour la connectivité, à savoir la recommandation de la Commission du 18 septembre 2020 concernant une boîte à outils commune au niveau de l'Union en vue de réduire les coûts de déploiement de réseaux à très haute capacité et de garantir un accès rapide au spectre radioélectrique 5G dans un climat propice aux investissements, pour favoriser la connectivité et soutenir la reprise économique au sortir de la crise de la COVID-19 dans l'Union [C(2020) 6270 final].

²⁸ La directive sur la réduction des coûts du haut débit (directive 2014/61/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 relative à des mesures visant à réduire le coût du déploiement de réseaux de communications électroniques à haut débit, JO L 155 du 23.5.2014, p. 1) prévoit des procédures de délivrance des autorisations plus rapides, plus simples et plus transparentes.

²⁹ Conformément à la directive sur la réduction des coûts du haut débit, les immeubles neufs sont équipés d'infrastructures physiques à haut débit (de fourreaux, par exemple) et fournissent un accès à l'infrastructure à l'intérieur de l'immeuble.

³⁰ Les travaux de génie civil, comme la réalisation de tranchées pour installer le haut débit ultrarapide, représentent jusqu'à 80 % des coûts de déploiement des réseaux ultrarapides.

³¹ Voir la décision C(2010)889 de la Commission du 8 février 2010, affaire N 383/09 – Allemagne – Amendment of the State aid broadband scheme N 150/2008 - Broadband in the rural areas of Saxony (JO C 93 du 13.4.2010, p. 8). Cette affaire concerne un cas dans lequel les travaux de génie civil général, tels que l'entretien des routes, ne constituaient pas une aide d'État. Les mesures prises par les autorités allemandes constituaient des «travaux de génie civil général» que l'État aurait entrepris en tout état de cause à des fins d'entretien. La possibilité de placer des fourreaux et une infrastructure à haut débit lors de travaux d'entretien du réseau routier (et aux frais des opérateurs) avait été annoncée publiquement et

être exclu que le financement public de tels travaux puisse comporter des aides d'État s'ils sont limités au secteur du haut débit ou le visent clairement ou s'ils ne visent qu'un ou plusieurs opérateurs du haut débit sélectionnés.

- (10) Afin de faciliter l'accès aux infrastructures physiques existantes de manière transparente, les fournisseurs de réseaux de communications publics ont le droit d'accéder, sur demande, à des informations minimales concernant l'emplacement et le tracé, le type et l'utilisation actuelle des infrastructures, ainsi qu'un point de contact.
- (11) La recommandation concernant la boîte à outils pour la connectivité contient des orientations en vue de l'élaboration de bonnes pratiques destinées à favoriser la connectivité, en s'appuyant sur la directive sur la réduction des coûts du haut débit et les dispositions du code des communications électroniques européen dans le but de recenser les mesures les plus efficaces pour permettre aux opérateurs de déployer des réseaux à très haute capacité et les encourager à le faire. Le 25 mars 2021, la Commission a adopté une boîte à outils commune au niveau de l'Union pour la connectivité³², qui consiste en un ensemble de bonnes pratiques considérées comme les plus efficaces pour permettre aux opérateurs de déployer des réseaux à très haute capacité et les encourager à le faire.

7. ABSENCE D'AVANTAGE

7.1. INVESTISSEMENTS CONFORMES AU MARCHÉ

- (12) Lorsqu'une autorité publique investit dans le développement d'une infrastructure à haut débit dans des conditions comparables à celles d'un investisseur privé opérant dans des conditions normales de marché, conformément au principe de l'opérateur en économie de marché, il n'y a pas d'aide d'État³³.
- (13) Selon la jurisprudence de la Cour, il résulte du principe de l'égalité de traitement que les capitaux mis à la disposition d'une entreprise, directement ou indirectement, par l'État, dans des circonstances qui correspondent aux conditions normales du marché, ne peuvent être qualifiés d'aides d'État. Lorsqu'une prise de participation ou des apports de capitaux par un investisseur public ne présentent pas de perspectives suffisantes de rentabilité, même à long terme, une telle intervention est considérée comme une aide au sens de l'article 107 du TFUE, et sa compatibilité avec le marché

n'était pas limitée ni destinée au secteur du haut débit. Toutefois, il ne saurait être exclu que le financement public de tels travaux relève de la notion d'aide au sens de l'article 107, paragraphe 1, du TFUE, s'ils sont limités au secteur du haut débit ou le visent clairement.

32 <https://digital-strategy.ec.europa.eu/en/news/connectivity-toolbox-member-states-agree-best-practices-boost-timely-deployment-5g-and-fibre>.

33 Pour plus de détails, voir la section 4.2 de la communication relative à la notion d'aide d'État. Il convient de noter que seuls les bénéfices et les obligations liés au rôle de l'État en qualité d'opérateur économique, à l'exclusion de ceux qui sont liés à sa qualité de puissance publique, peuvent être pris en compte (par exemple, si une intervention étatique trouve son origine dans des raisons d'intérêt public, telles que la réduction de la fracture numérique, le comportement de l'État, tout en étant rationnel du point de vue de l'action publique, peut en même temps faire intervenir des considérations dont un opérateur en économie de marché ne tiendrait normalement pas compte).

commun est donc appréciée au regard des seuls critères prévus par cette disposition³⁴.

- (14) La conformité avec les conditions du marché devrait être établie ex ante³⁵, sur la base des informations disponibles au moment où la décision d'intervenir a été prise (par exemple au moyen d'un plan d'entreprise fondé sur des évaluations économiques comparables à celles que, dans des circonstances similaires, un opérateur en économie de marché rationnel aurait fait établir aux fins de déterminer la rentabilité future de l'opération ou les avantages économiques en découlant). La conformité d'une opération avec les conditions du marché peut être établie directement sur la base des informations du marché spécifiques à cette opération: lorsque l'opération est effectuée *pari passu* par des entités publiques et des opérateurs privés³⁶ ou lorsqu'elle porte sur la vente et l'achat d'actifs, de biens et de services (ou autres opérations comparables) dans le cadre d'appels d'offres concurrentiels, transparents, non discriminatoires et inconditionnels³⁷. Si l'intervention des organismes publics et celle des opérateurs privés ne sont pas *pari passu* ou si une opération n'a pas été réalisée au moyen d'un appel d'offres, il peut être possible de démontrer que l'opération satisfait aux conditions du marché au moyen d'une analyse comparative³⁸ ou d'autres méthodes d'évaluation³⁹. Des éléments particuliers s'appliquent pour établir si les conditions des prêts et des garanties sont conformes aux conditions du marché⁴⁰.
- (15) Dans le secteur du haut débit⁴¹, la Commission a précisé dans sa pratique décisionnelle que la conformité d'un investissement public avec les conditions du

³⁴ Arrêt de la Cour du 21 mars 1991, République italienne/Commission, C-303/88, ECLI:EU:C:1991:136, points 20 à 22.

³⁵ Des évaluations économiques ex post conduisant à un constat rétrospectif de la rentabilité effective de l'investissement réalisé par l'État membre concerné ne sauraient suffire.

³⁶ Voir les points 86 à 88 de la communication relative à la notion d'aide d'État. En particulier, pour déterminer si une opération est *pari passu*, il convient d'apprécier les critères suivants: a) les interventions des organismes publics et des opérateurs privés sont-elles décidées et effectuées simultanément ou sont-elles décalées dans le temps et la situation économique a-t-elle changé entre-temps? b) les conditions de l'opération sont-elles les mêmes pour les organismes publics et tous les opérateurs privés participants (compte tenu aussi de la possibilité d'augmentation ou de diminution du niveau de risque dans le temps)? c) l'intervention des opérateurs privés revêt-elle une importance économique réelle ou est-elle purement symbolique ou marginale? et d) la position de départ des organismes publics et des opérateurs privés participants est-elle comparable au regard de l'opération, compte tenu, par exemple, de leur exposition économique antérieure aux entreprises concernées, des synergies éventuelles qui peuvent être réalisées, de la mesure dans laquelle les différents investisseurs supportent des frais similaires ou de toute autre circonstance propre à l'organisme public ou à l'opérateur privé susceptible de fausser la comparaison?

³⁷ Voir les points 89 à 96 de la communication relative à la notion d'aide d'État.

³⁸ Une analyse comparative examinant les conditions dans lesquelles des opérations comparables réalisées par des opérateurs privés comparables se sont déroulées dans des situations comparables. Voir les points 98 à 100 de la communication relative à la notion d'aide d'État.

³⁹ Voir les points 100 à 105 de la communication relative à la notion d'aide d'État.

⁴⁰ Voir les points 108 à 114 de la communication relative à la notion d'aide d'État.

⁴¹ Voir la décision C(2007) 6072 final de la Commission du 11 décembre 2007, affaire C-53/2006 (ex N 262/2005, ex CP 127/2004) – Pays-Bas – Citynet Amsterdam (JO L 247 du 16.9.2008, p. 27) et la décision C(2012) 5051 final de la Commission du 25 juillet 2012, affaire SA.33063 – Italie – Trentino NGA (JO C 323, p. 6). Dans l'affaire «Citynet Amsterdam», la Commission a confirmé que l'investissement de la ville d'Amsterdam dans un réseau FTTH (fibre optique jusqu'au domicile) ne constituait pas une aide d'État. Dans l'affaire «Trentino», la Commission a indiqué qu'elle doutait

marché peut être démontrée⁴², par exemple lorsque cet investissement est réalisé au même moment⁴³, aux mêmes conditions et selon les mêmes modalités (et par conséquent avec le même niveau de risque et de rendement) qu'une participation économiquement significative d'un opérateur privé (par exemple participation au capital, montant total, part du coût total) d'une taille similaire et se trouvant dans une situation analogue, opérant dans les conditions normales du marché («participation concomitante»). L'analyse de concomitance est l'un des éléments, mais pas nécessairement le seul, permettant d'établir l'absence d'aide d'État. D'autres éléments sont également pertinents, tels que l'existence d'un plan d'entreprise solide ex ante (de préférence validé par des experts externes) attestant que l'investissement fournit à l'investisseur ou aux investisseurs un rendement suffisant sur le capital investi, conforme au rendement normal que les opérateurs pourraient raisonnablement attendre du marché pour des projets similaires compte tenu du niveau de risque et des attentes pour l'avenir (sur la base d'un calcul du taux de rendement interne de l'investissement ou de calculs de la valeur actuelle nette)⁴⁴. Ainsi qu'il ressort de la pratique décisionnelle, lorsque des investisseurs privés prennent part au projet, ils doivent absolument assumer le risque commercial lié à l'investissement dans des conditions et selon des modalités identiques à celles s'appliquant à l'investisseur public, afin que l'investissement public ne relève pas

fortement que le projet remplisse les critères lui permettant d'être considéré comme conforme aux conditions du marché. Le projet Trentino NGN notifié à la Commission en 2012 concernait un partenariat public-privé entre la province de Trente et Telecom Italia (TI) pour le déploiement d'un réseau de nouvelle génération (NGN), notamment FTTH, dans les zones éloignées de la province. La province a injecté une somme de 50 000 000 EUR en numéraire, alors que les contributions de TI devaient se faire en nature, notamment sous la forme 1) de droits irrévocables d'usage (IRU) accordés d'emblée sur son infrastructure passive existante (fourreaux et poteaux); et 2) de droits de propriété sur la totalité du réseau en cuivre dans la perspective de la migration des clients sur le nouveau réseau FTTH à déployer. Deux actionnaires supplémentaires se sont associés au projet moyennant de faibles participations financières. Six ans après la première contribution ou une fois un certain nombre de lignes activées sur le nouveau réseau, TI pourrait décider d'exercer une option d'achat et acquérir la pleine propriété de Trentino NGN. En outre, Telecom Italia devait être désignée prestataire de services auprès de Trentino NGN pour la construction et l'exploitation du réseau ainsi que pour la fourniture des services de connectivité. En particulier, la Commission avait des doutes quant à la question de savoir: a) si les contributions en nature apportées par Telecom Italia l'étaient aux conditions du marché et contenaient ou non un avantage occulte pour TI et, en particulier, si la valeur du réseau en cuivre à désactiver était correctement fixée; b) si les contrats désignant TI comme prestataire de services auprès de Trentino NGN et prestataire de services de connectivité auprès des utilisateurs finals se traduisaient par des avantages occultes ou non; c) si le projet était effectivement rentable ou non si l'on se plaçait du point de vue d'un investisseur privé en économie de marché; et d) si l'option d'achat accordée à Telecom Italia ne limitait pas le retour sur investissement des autorités provinciales à un niveau qu'un investisseur privé n'aurait pas accepté, compte tenu de l'ampleur des risques assumés par ces dernières en tant qu'investisseur financier participant au projet.

42 Voir la décision C(2007) 6072 final de la Commission du 11 décembre 2007, affaire C-53/2006 (ex N 262/2005, ex CP 127/2004) – Pays-Bas – Citynet Amsterdam (JO L 247 du 16.9.2008, p. 27).

43 L'existence d'interventions consécutives de l'État concernant le même projet d'infrastructure à haut débit pourrait invalider la conclusion selon laquelle une mesure similaire aurait également été prise par un investisseur en économie de marché. Voir à cet égard le point 81 de la communication relative à la notion d'aide d'État.

44 Pour de plus amples informations, voir à cet égard la section 4.2 et en particulier les points 101 à 105 de la communication relative à la notion d'aide d'État. Voir également la décision C(2012) 3025 final de la Commission du 8 mai 2012, affaire SA.22668 [C 8/2008 (ex NN 4/2008)] – Espagne – Ciudad de la Luz film studios (JO L 85 du 23.3.2013, p. 1) et la décision C(2012)5051 final de la Commission du 25 juillet 2012, affaire SA.33063 – Italie – Trentino NGA (JO C 323, p. 6).

des règles en matière d'aides d'État⁴⁵. La même logique vaut également pour d'autres formes d'aides de l'État telles que des prêts bonifiés ou des garanties assorties de conditions préférentielles⁴⁶.

- (16) Une intervention publique conforme au principe de l'opérateur en économie de marché peut être appropriée pour divers déploiements de réseaux, notamment en zones urbaines/périurbaines, où il existe une justification économique suffisante pour permettre un investissement commercial crédible de partenaires privés et publics dans des conditions normales de marché. Par exemple, dans les zones urbaines et le long des grands axes de transport terrestre où le déploiement de réseaux 5G est susceptible d'attirer des financements privés, les États membres peuvent se pencher sur la question de savoir dans quelle mesure des opérateurs privés et des entités publiques pourraient participer à un projet de déploiement de la 5G mobile ou à un corridor 5G conformément aux conditions normales du marché, auquel cas on ne serait pas en présence d'une aide d'État. De tels projets peuvent prendre la forme d'une entreprise commune ou de la mise en place de programmes et de fonds de prises de participations⁴⁷ pour aider les opérateurs à déployer de nouveaux réseaux ou à moderniser les réseaux existants, dans le but général d'attirer des investissements privés supplémentaires. Ces mesures ne constituent pas des aides d'État si elles sont conçues conformément aux conditions normales du marché.

a. Exploitation d'infrastructures à haut débit déléguée à titre de service d'intérêt économique général (SIEG) conformément aux critères Altmark

- (17) Les États membres peuvent estimer, dans certains cas, que la fourniture d'un réseau de communications électroniques devrait être considérée comme un service d'intérêt économique général (SIEG) au sens de l'article 106, paragraphe 2, du TFUE⁴⁸ et de la jurisprudence Altmark et accorder un financement public sur cette base. L'aide d'État est alors exclue.
- (18) La compensation pour la fourniture de services à haut débit définis comme des SIEG ne constitue pas une aide d'État lorsqu'elle est conforme aux quatre conditions cumulatives suivantes (les conditions dites «Altmark»)⁴⁹:
- premièrement, le projet d'infrastructure est nécessaire à la fourniture de véritables services d'intérêt économique général, pour laquelle l'entreprise bénéficiaire a été investie d'obligations de service public clairement définies;

⁴⁵ Voir le point 17 des lignes directrices relatives aux réseaux à haut débit de 2013.

⁴⁶ Communication de la Commission sur l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides d'État sous forme de garanties, JO C 155 du 20.6.2008, p. 10, rectificatif publié au JO C 244 du 25.9.2008, p. 32.

⁴⁷ Voir les points 108 à 114 de la communication relative à la notion d'aide d'État.

⁴⁸ Selon la jurisprudence, les entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général doivent avoir été investies de cette mission par un acte de puissance publique. À cet égard, un service d'intérêt économique général peut être confié à un opérateur au moyen d'une délégation de service public; voir l'arrêt du Tribunal de première instance du 13 juin 2000, EPAC - Empresa para a Agroalimentação e Cereais, SA/Commission, affaires jointes T-204/97 et T-270/97, ECLI:EU:T:2000:148, point 126 et l'arrêt du Tribunal de première instance du 15 juin 2005, Fred Olsen, SA/Commission, T-17/02, ECLI:EU:T:2005:218, points 186, 188 et 189.

⁴⁹ Voir l'arrêt de la Cour de justice du 24 juillet 2003, Altmark Trans et Regierungspräsidium Magdeburg, C-280/00, ECLI:EU:C:2003:415 et la communication de la Commission relative à l'application des règles de l'Union européenne en matière d'aides d'État aux compensations octroyées pour la prestation de services d'intérêt économique général (JO C 8 du 11.1.2012, p. 4).

pour le haut débit, le projet doit notamment respecter les conditions relatives à la définition d'un SIEG énoncée à la section 3 des présentes lignes directrices;

- deuxièmement, les paramètres sur la base desquels la compensation est calculée ont été préalablement établis de façon objective et transparente; pour le haut débit, la compensation devrait être établie ex ante afin de couvrir le déficit de financement attendu sur une période donnée⁵⁰;
 - troisièmement, la compensation ne peut dépasser ce qui est nécessaire pour couvrir tout ou partie des coûts occasionnés par l'exécution des obligations de service public en tenant compte des recettes y relatives ainsi que d'un bénéfice raisonnable pour l'exécution de ces obligations; pour le haut débit, la compensation devrait être limitée à la fourniture de services d'accès en gros;
 - quatrièmement, lorsque le choix de l'entreprise à charger de l'exécution d'obligations de service public n'est pas effectué dans le cadre d'une procédure de marché public permettant de sélectionner le candidat capable de fournir ces services au moindre coût pour la collectivité, le niveau de la compensation est déterminé sur la base d'une analyse des coûts d'une entreprise moyenne bien gérée⁵¹.
- (19) Lorsqu'au moins un des critères ci-dessus n'est pas rempli, l'intervention publique constitue une aide d'État au sens de l'article 107 du TFUE. Dans de telles situations, l'aide devrait être examinée à la lumière des conditions de compatibilité énoncées dans la décision SIEG ou l'encadrement SIEG, en tenant compte des conditions spécifiques rappelées à la section 3 des présentes lignes directrices⁵².

7.2. MESURES ADMINISTRATIVES GÉNÉRALES À L'INTENTION DES CONSOMMATEURS

- (20) Sous certaines conditions, il peut être possible d'exclure qu'un avantage soit accordé aux entreprises de construction qui collectent les chèques, par exemple lorsque la mesure est conçue comme une mesure administrative générale. Cela peut être le cas lorsque l'État membre offre des chèques à des consommateurs individuels n'exerçant aucune activité économique pour des travaux de génie civil général, par exemple pour garantir l'état de préparation de nouvelles constructions et/ou de nouveaux bâtiments aux technologies intelligentes. Dans ce cas de figure, pour exclure l'existence d'une aide d'État, les chèques devraient être offerts aux utilisateurs finaux en vue d'être utilisés pour des travaux généraux tous services d'utilité publique confondus (par exemple, l'électricité, le gaz, l'eau, le câblage interne). Les utilisateurs finaux seront libres de choisir l'entreprise de construction

⁵⁰ Voir la décision C(2016) 7005 final de la Commission du 7 novembre 2016, affaire SA.37183 (2015/NN) – France – Plan France Très Haut Débit, considérant 263 (JO C 68 du 3.3.2017, p. 1).

⁵¹ Dans certaines affaires relatives à des réseaux à haut débit, la Commission a reconnu l'absence d'aide d'État en raison du respect des critères Altmark, par exemple dans la décision C(2004) 4343 final de la Commission du 16 novembre 2004, affaire N381/2004 – France – Projet de réseau de télécommunication haut débit des Pyrénées Atlantiques (JO C 162 du 2.7.2005, p. 5), la décision C(2009) 7426 final de la Commission du 30 septembre 2009, affaire SA.21630 (N 331/2008) – France – Réseau à très haut débit en Hauts-de-Seine (JO C 256 du 23.9.2010, p. 1) et la décision C(2016) 7005 final de la Commission du 7 novembre 2016, affaire SA.37183 (2015/NN) – France – Plan France Très Haut Débit (JO C 68 du 3.3.2017, p. 1).

⁵² Dans de tels cas, les mesures devraient être conçues conformément à la décision SIEG ou à l'encadrement SIEG, en tenant compte des conditions spécifiques de la section 3 des présentes lignes directrices, ou pourraient éventuellement être conçues conformément aux conditions Altmark.

qui exécutera les travaux généraux et de se connecter à n'importe quel opérateur de services d'utilité publique (y compris des opérateurs de communications électroniques) desservant les locaux. La possibilité de bénéficier de chèques devrait être offerte de manière transparente et sans discrimination à tous les opérateurs intéressés (sans être ni limitée ni destinée aux opérateurs de communications électroniques, mais ouverte à tous les services d'utilité publique pertinents, tels que l'électricité, le gaz, l'eau, etc.).

8. ABSENCE D'AFFECTATION DES ÉCHANGES ENTRE ÉTATS MEMBRES ET DE DISTORSION DE CONCURRENCE

- (21) Pour les cas couverts par le règlement de minimis⁵³ impliquant des montants très faibles de soutien public ou par le règlement de minimis applicable aux SIEG⁵⁴, toute distorsion de concurrence peut être exclue a priori. Pour les cas relevant du règlement de minimis, aucune autorisation préalable de la Commission n'est requise. Les États membres ne sont pas même tenus d'informer la Commission d'un tel soutien public.
- (22) Les services fournis par l'intermédiaire de point d'accès Wi-Fi créés au sein des bâtiments de l'administration publique pour permettre aux citoyens d'accéder aux services et aux informations du secteur public peuvent, sous certaines conditions, ne pas fausser ou menacer de fausser la concurrence⁵⁵.

⁵³ Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis (JO L 352 du 24.12.2013, p. 1).

⁵⁴ Règlement (UE) n° 360/2012 de la Commission relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général (JO L 114 du 26.4.2012, p. 8).

⁵⁵ L'activité sera considérée comme non économique et ne relèvera par conséquent pas des règles en matière d'aides d'État si seuls des services publics et du contenu lié au secteur public sont rendus accessibles sur ces réseaux Wi-Fi (sites internet du secteur public et sites internet de prestataires de services publics), garantissant le libre accès à des services publics en ligne qui sont également disponibles gratuitement hors ligne (tels que des informations administratives, l'administration en ligne, ou des informations touristiques non commerciales). Pour préserver le caractère non économique, les États membres ne devraient pas permettre l'exploitation commerciale du nouveau réseau pour fournir des services à haut débit à des utilisateurs résidentiels ou professionnels, limitant ainsi les risques de substituabilité à l'accès haut débit illimité à l'internet et réduisant les risques de distorsion de la concurrence vis-à-vis de tiers proposant un contenu et/ou des services similaires [décision C(2007) 2200 de la Commission du 30 mai 2007, affaire NN24/2007 – République tchèque – Prague Municipal Wireless Network (JO C 141 du 26.6.2007, p. 2)].

ANNEXE III – INTERVENTIONS CLASSIQUES EN FAVEUR DU HAUT DÉBIT

- (1) Dans sa pratique décisionnelle, la Commission a observé certains mécanismes de financement récurrents utilisés par les États membres pour favoriser le déploiement du haut débit, qui constituent généralement une aide d'État au sens de l'article 107, paragraphe 1, du TFUE, à moins que le financement ne soit réalisé aux conditions du marché conformément au principe de l'investisseur en économie de marché (voir l'annexe II). La liste qui suit est indicative et non exhaustive; les autorités publiques peuvent élaborer d'autres manières de soutenir le déploiement du haut débit ou s'écarter des modèles décrits.
- (2) **Modèle du déficit de financement:** dans le modèle du déficit de financement, l'État membre soutient le déploiement de réseaux fixes ou mobiles en finançant le déficit entre ce qui est commercialement viable et l'objectif que l'autorité chargée de l'octroi de l'aide cherche à atteindre⁵⁶. L'État membre⁵⁷ fournit des aides ou des subventions directes aux investisseurs dans le haut débit⁵⁸ pour concevoir, construire, gérer et exploiter commercialement un réseau, en tenant compte des recettes y relatives ainsi que d'un bénéfice raisonnable. Dans le modèle du déficit de financement, le bénéfice raisonnable se définit comme le taux de rendement du capital qu'exigerait un investisseur, en tenant compte du niveau de risque spécifique du secteur du haut débit et du type de services fournis. Le taux de rendement du capital requis est généralement déterminé par le coût moyen pondéré du capital («CMPC»). Pour déterminer ce qui constitue un bénéfice raisonnable, les États membres peuvent introduire des critères incitatifs, liés notamment à la qualité du service fourni et aux gains d'efficacité productive. Les gains d'efficacité ne doivent pas réduire la qualité du service fourni. Tout avantage lié aux gains d'efficacité productive doit être fixé à un niveau permettant une répartition équilibrée des gains réalisés entre l'investisseur dans le haut débit et l'État membre et/ou les utilisateurs finaux. Dans le cadre du modèle du déficit de financement, l'infrastructure construite appartient en totalité au bénéficiaire de l'aide qui assume les risques liés à la construction de la nouvelle infrastructure et à la constitution d'une base de clientèle suffisante.
- (3) **Soutien en nature:** dans ce cas de figure, les États membres soutiennent le déploiement du haut débit fixe ou mobile en mettant à la disposition des opérateurs de communications électroniques des infrastructures existantes ou nouvellement construites. Ce soutien peut revêtir plusieurs formes, la plus commune étant celle qui voit les États membres fournir l'infrastructure passive en réalisant les travaux de génie civil (terrassement d'une route, par exemple), en plaçant les fourreaux ou les fibres noires ou en donnant accès à des infrastructures existantes (par exemple fourreaux, poteaux ou tours).
- (4) **Modèle de l'investissement direct:** dans le modèle de l'investissement direct, l'État membre construit un réseau fixe ou mobile et l'exploite directement par l'intermédiaire d'une branche de l'administration publique ou d'un opérateur

⁵⁶ Le «déficit de financement» correspond à la différence entre les coûts d'investissement et les bénéfices attendus pendant la durée de vie du réseau

⁵⁷ Ou toute autre autorité publique chargée de l'octroi de l'aide.

⁵⁸ Le terme «investisseurs» recouvre les entreprises et/ou les opérateurs de réseau de communications électroniques qui investissent dans la construction et le déploiement d'infrastructures à haut débit.

interne⁵⁹. Le réseau financé par l'État est souvent exploité en tant que réseau d'accès en gros uniquement en vue d'être mis à la disposition des fournisseurs de services à haut débit de détail sans discrimination.

- (5) **Modèle de la concession:** dans le modèle de la concession, l'État membre finance le déploiement d'un réseau de communications électroniques à haut débit fixe ou mobile dont il reste propriétaire, mais dont l'exploitation sera confiée, à l'issue d'une procédure de mise en concurrence, à un fournisseur de communications électroniques chargé de sa gestion et de son exploitation commerciale. Le réseau peut être exploité par un opérateur de communications électroniques pour fournir uniquement des services en gros ou bien pour fournir des services tant en gros qu'au détail.

⁵⁹ Décision C(2011) 7285 final de la Commission du 19 octobre 2011, affaire N 330/2010 – France – Programme national «Très Haut Débit» - Volet B (JO C 364 du 14.12.2011, p. 2), qui couvrait plusieurs modalités d'intervention, notamment un montage permettant aux collectivités territoriales d'exploiter leur propre réseau à haut débit dans le cadre d'une régie.

ANNEXE IV – INFORMATIONS À PUBLIER PAR LES ÉTATS MEMBRES CONFORMÉMENT AUX OBLIGATIONS DE TRANSPARENCE

Les informations relatives aux aides individuelles octroyées mentionnées au point 202 b) des présentes lignes directrices doivent inclure les données suivantes⁶⁰:

— identité de chaque bénéficiaire de l'aide:

— nom;

— identifiant du bénéficiaire de l'aide;

— type de bénéficiaire de l'aide au moment de la demande:

— PME;

— grande entreprise;

— région du bénéficiaire de l'aide, au niveau NUTS II ou inférieur;

— principal secteur d'activité ou activité principale du bénéficiaire de l'aide concernée, identifiés par référence au groupe de la NACE (code numérique à trois chiffres)⁶¹;

— élément d'aide, montant exprimé en monnaie nationale, sans décimale. Pour les régimes sous forme d'avantages fiscaux, les informations relatives aux montants des aides individuelles⁶² peuvent être fournies en utilisant les fourchettes suivantes (en millions d'EUR):

— [0,1-0,5];

— [0,5-1];

— [1-2];

— [2-5];

— [5-10];

— [10-30];

— [30-60];

— [60-100];

— [100 et plus]

⁶⁰ À l'exception des secrets d'affaires et d'autres informations confidentielles dans des cas dûment justifiés et sous réserve de l'accord de la Commission [communication de la Commission sur le secret professionnel dans les décisions en matière d'aides d'État, C(2003) 4582 final (JO C 297 du 9.12.2003, p. 6)].

⁶¹ Règlement (CE) n° 1893/2006 du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006 établissant la nomenclature statistique des activités économiques NACE Rév. 2 et modifiant le règlement (CEE) n° 3037/90 du Conseil ainsi que certains règlements relatifs à des domaines statistiques spécifiques (JO L 393 du 30.12.2006, p. 1).

⁶² Le montant à publier correspond à l'avantage fiscal maximal autorisé et non au montant déduit chaque année (par exemple, pour un crédit d'impôt, il convient de publier le crédit d'impôt maximal autorisé plutôt que le montant réel du crédit d'impôt accordé, qui peut dépendre des revenus imposables et varier chaque année).

- en cas de différence avec l'élément d'aide, montant nominal de l'aide, exprimé en monnaie nationale, sans décimale⁶³;
- instrument d'aide⁶⁴:
 - subvention/bonification d'intérêts/remise de dettes,
 - prêts/avances remboursables/subvention remboursable,
 - garantie,
 - avantage fiscal ou exonération de taxation,
 - financement des risques,
 - autres (veuillez préciser),
 - date d'octroi et date de publication,
 - objectif de l'aide;
- identité de l'autorité ou des autorités chargées de l'octroi;
- s'il y a lieu, nom de l'entité mandatée et noms des intermédiaires financiers sélectionnés;
- numéro de la mesure d'aide, tel qu'indiqué dans la décision approuvée au titre des présentes lignes directrices.

⁶³ Équivalent-subvention brut ou, le cas échéant, montant de l'investissement. Pour les aides au fonctionnement, il est autorisé de fournir le montant d'aide annuel par bénéficiaire. Pour les régimes fiscaux, ce montant peut être communiqué selon les tranches fixées au point 139. Le montant à publier correspond à l'avantage fiscal maximal autorisé et non au montant déduit chaque année (par exemple, pour un crédit d'impôt, il convient de publier le crédit d'impôt maximal autorisé plutôt que le montant réel du crédit d'impôt accordé, qui peut dépendre des revenus imposables et varier chaque année).

⁶⁴ Si l'aide est octroyée au moyen de plusieurs instruments d'aide différents, le montant d'aide est indiqué par instrument.

ANNEXE V – INFORMATIONS À PUBLIER PAR LES ÉTATS MEMBRES CONFORMÉMENT AUX OBLIGATIONS DE DÉCLARATION

Le rapport mentionné au point 208 des présentes lignes directrices doit comprendre les informations suivantes, pour la période de référence concernée et chaque projet individuel mis en œuvre en exécution d'une mesure d'aide autorisée au titre des présentes lignes directrices:

- nom du ou des bénéficiaires de l'aide;
- coût total (ou coût total estimé) du projet et coût moyen par locaux raccordables (tels que définis au point 10 de l'annexe I);
- montant de l'aide accordée et dépenses consacrées aux aides;
- intensité de l'aide;
- sources de financement public;
- taux de couverture avant et après l'intervention de l'État (en termes absolus et en pourcentage);
- pour les projets soutenant le déploiement d'infrastructures de communications électroniques:
 - date de mise en service de l'infrastructure;
 - technologies déployées sur l'infrastructure financée par l'État;
 - débits (ascendants et montants) minimums et moyens des services fournis;
 - produits d'accès en gros proposés, y compris les conditions d'accès et la tarification/méthode de tarification. Produits d'accès en gros faisant l'objet d'une demande raisonnable et traitement des demandes;
 - nombre de demandeurs d'accès et de fournisseurs de services utilisant l'accès en gros;
 - nombre de ménages et d'entreprises desservis par l'infrastructure financée par l'État;
 - taux de pénétration;
- pour les projets soutenant la pénétration de services de communications électroniques, tels que les chèques:
 - durée de la mesure d'aide;
 - valeur du chèque;
 - abonnements/services soutenus, y compris le soutien aux appareils des clients, au câblage interne et/ou à la pose de câbles dans une propriété privée;
 - taux de pénétration et nombre d'utilisateurs finaux ayant bénéficié de la mesure d'aide (par catégorie, par exemple utilisateurs finaux individuels, PME, et par type d'abonnement/de service soutenu);
 - nombre de fournisseurs de services à haut débit admissibles;

- nombre de fournisseurs de services à haut débit ayant réellement bénéficié de la mesure d'aide;
- évolution de la position sur le marché des opérateurs par type d'abonnement/de service soutenu, en tenant compte de l'infrastructure et des technologies utilisées (à savoir FTTH, FTTC, DOCSIS, accès fixe sans fil, etc.);
- prix en gros et au détail avant et après la mise en œuvre de la mesure.